



VILLE DE MARSEILLE

48 Avenue Clot Bey
13008 MARSEILLE

À l'attention de Tiphany LOURY

C O N T R Ô L E
T E C H N I Q U E
C O N S T R U C T I O N



RAPPORT INITIAL

PLACE CAIRE - AMENAGEMENT AIRE DE JEUX

13 MARSEILLE CEDEX 12

ANNULE ET REMPLACE CHRONO N°1

N° DE CLIENT : 33479085

N° DE CONVENTION : 8Z60200895

CHRONO : 2

DATE : 30/09/2020

VOTRE INTERLOCUTEUR APAVE : Clément SADAILLAN



Agence Bâtiment de Marseille

8 rue Jean Jacques Vernazza
ZAC Saumaty Séon
BP 193
13322 MARSEILLE CEDEX 16
Tél. : 04 96 15 22 60 - Fax : 04 96 15 23 96
www.apave.com

RAPPORT INITIAL

N° CONVENTION : 8Z60200895
N° CHRONO : 2
DATE : 30/09/2020

OPÉRATION : PLACE CAIRE - AMENAGEMENT AIRE DE JEUX

LIEU : 13 MARSEILLE CEDEX 12

PHASE PROJET : DCE

Destinataires en copie : VILLE DE MARSEILLE B. DACHEUX-AUZIÈRE

	MISSIONS OBJET DU RAPPORT	INTERVENANTS
L Solidité des ouvrages	<input checked="" type="checkbox"/>	Clément SADAILLAN
SEI Sécurité des personnes		
Sécurité incendie	<input checked="" type="checkbox"/>	Thierry PIN Clément SADAILLAN Romain TAURAN
Hand Accessibilité des constructions aux personnes handicapées	<input checked="" type="checkbox"/>	Clément SADAILLAN

Le Chargé d'Affaire

ORIGINAL SIGNE

Ce rapport a été validé par : Olivier MOPIN

SOMMAIRE

1. SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS	4
2. PRÉSENTATION	4
2.1. Objet du rapport	4
2.2. Description sommaire de l'opération	4
3. DOCUMENTS EXAMINÉS	4
3.1. Pièces écrites	4
3.2. Plans et documents graphiques	4
4. AVIS SUR LES DISPOSITIONS COMMUNES À TOUS LES INTERVENANTS	4
4.1. Qualification des entreprises	4
4.2. Fournitures des documents	4
4.3. Travaux de technique traditionnelle	5
4.4. Travaux de technique non traditionnelle	5
4.5. Suite à donner à notre rapport	5
4.6. Autocontrôle des entreprises	5
4.7. Essais de fonctionnement des installations	5
5. AVIS SUR LA CONCEPTION DES OUVRAGES	5
5.1. Expression de nos avis	5
5.2. Mission Solidité des ouvrages (Mission L)	7
5.3. Mission Sécurité incendie (Mission S)	7
5.4. Mission Accessibilité des constructions aux personnes handicapées (Mission Hand)	7

RAPPORT INITIAL

1. SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS

Mission L

Observations générales

n°1	S	En l'absence d'étude de sol, nous ne pouvons pas formuler d'avis circonstancié sur les fondations prévues sur le projet.
-----	---	--

Mission S

Observations générales

n°5	S	Nous notons la présence d'une aération existante du métro située sous la pergola. Transmettre le document de la RTM et des marins pompiers validant la mise en place de la pergola au dessus de la bouche d'aération existante.
-----	---	--

2. PRÉSENTATION

2.1. Objet du rapport

Le présent rapport donne l'avis du contrôleur technique sur les plans et pièces écrites mentionnées au paragraphe 3.

Il s'agit d'un rapport réalisé en cours de consultation des entreprises.

2.2. Description sommaire de l'opération

Opération : PLACE CAIRE - AMENAGEMENT AIRE DE JEUX

Caractéristiques générales :

non classé

A notre connaissance, aucune déclaration de travaux n'a été réalisée à ce jour.

Date de référence : 22/09/2020

A défaut, nous avons pris en compte une date de référence pour le choix de la réglementation applicable. Cette date est à confirmer par la Maîtrise d'ouvrage et la Maîtrise d'oeuvre.

3. DOCUMENTS EXAMINÉS

3.1. Pièces écrites

Dossier DCE - Juillet 2020 - Ville de Marseille

Mail de réponse Mme Loury - 24/09/2020

3.2. Plans et documents graphiques

Dossier DCE - Juillet 2020 - Ville de Marseille

4. AVIS SUR LES DISPOSITIONS COMMUNES À TOUS LES INTERVENANTS

4.1. Qualification des entreprises

La vérification de la qualification minimale des entreprises et des bureaux d'études permettant d'assurer l'exécution des travaux de leur lot n'appartient pas au contrôleur technique de même que celle de leur situation au regard des obligations d'assurances.

Le contrôleur technique devra cependant être informé par écrit de toute anomalie pouvant se présenter.

4.2. Fournitures des documents

Toutes les entreprises sont tenues de fournir au contrôleur technique tous les documents d'exécution tels que plans, notes de calcul, schémas, référence avis techniques, cahiers des charges pour matériaux non traditionnels, PV ou

RAPPORT INITIAL

Certificat de classement ou d'essais de matériaux.

Les documents doivent être transmis au moins 15 jours avant exécution des ouvrages auxquels ils se rapportent.

L'absence de ces documents est susceptible d'entraîner un avis défavorable de notre part.

4.3. Travaux de technique traditionnelle

Les travaux dits traditionnels devront être exécutés selon :

- les normes françaises homologuées,
- les normes françaises enregistrées si le cahier des charges le prescrit,
- les prescriptions des DTU en vigueur,
- les règles dites professionnelles,
- les fascicules CCTG.

4.4. Travaux de technique non traditionnelle

Les matériaux ou procédés non traditionnels devront bénéficier d'un avis technique favorable du Groupe spécialisé du CSTB. À défaut, les réalisateurs devront s'engager à fournir au contrôleur technique toute justification technique lui permettant de formuler un avis.

4.5. Suite à donner à notre rapport

Le Maître d'Ouvrage, ou son Architecte ou le Maître d'Oeuvre sont invités à apporter les modifications aux documents ou à fournir les renseignements nécessaires suite aux observations émises dans notre rapport et à en informer les entreprises.

Toutes variantes ou modifications aux plans ou CCTP en notre possession sont à nous soumettre pour avis.

4.6. Autocontrôle des entreprises

En début de chantier, l'Entreprise donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en oeuvre.

Le contrôle interne auquel sont assujetties les Entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché ;
- au niveau du stockage, l'Entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement stockées et protégées ;
- au niveau de l'interface entre corps d'état, l'Entrepreneur vérifiera, tant à la phase conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses prestations ;
- au niveau de la fabrication et de la mise en oeuvre, le responsable des contrôles internes de l'Entreprise s'assurera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U., règles de l'art etc... ;
- au niveau des essais, l'Entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par le D.T.U. et les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites. Il fournira les résultats obtenus au contrôleur technique.

4.7. Essais de fonctionnement des installations

Il appartient aux entreprises de réaliser les essais de bon fonctionnement des installations techniques et d'établir les attestations d'essais correspondantes, dont un modèle est disponible sur le site de l'Agence Qualité Construction.

Pour permettre au contrôleur technique de procéder aux vérifications sur site qu'il juge utile, les entreprises doivent l'informer de la planification de ces essais.

5. AVIS SUR LA CONCEPTION DES OUVRAGES

5.1. Expression de nos avis

Ceux-ci sont exprimés sous la forme suivante :

- Avis Favorables (F) : Ils sont donnés par rapport aux informations figurant dans le dossier qui nous est soumis. Ces avis seront confirmés ou infirmés en fonction des éléments qui nous seront proposés lors de la phase exécution.

RAPPORT INITIAL

- Avis Suspendus (S) : Lorsque les informations figurant dans les documents examinés sont insuffisantes pour nous permettre de nous prononcer (manque de précisions, ambiguïté, absence de documents, ...). Il deviendra automatiquement défavorable si les précisions demandées et reconnues satisfaisantes ne sont pas fournies dans des délais compatibles avec la réalisation des travaux.
- Avis Défavorables (D) : Lorsque les informations figurant dans les documents examinés montrent :
 - . un risque anormal vis-à-vis de la pérennité de l'ouvrage,
 - . des dispositions contraires aux règles de l'art, règles de calculs, DTU, normes.
- Hors Mission (HM) : Élément ne faisant pas partie des marchés de travaux nous étant communiqué ou hors du cadre de notre mission
- Sans Objet (SO) : Élément Sans Objet dans le cadre du projet.

Ces avis sont codifiés respectivement par les abréviations

RAPPORT INITIAL

5.2. Mission Solidité des ouvrages (Mission L)

<i>Documents Examinés</i>	<i>Textes de référence</i>	<i>Observations</i>	<i>Avis</i>
Dossier DCE - Juillet 2020 - Ville de Marseille	NF P 94-500	DONNEES DE BASE ETUDE GEOTECHNIQUE En l'absence d'étude de sol, nous ne pouvons pas formuler d'avis circonstancié sur les fondations prévues sur le projet.	S n°1
Dossier DCE - Juillet 2020 - Ville de Marseille	DTU 13.1, règles de calcul	FONDATIONS SUPERFICIELLES (ou SEMI-PROFONDES) DIMENSIONNEMENT ET PLAN DES FONDATIONS Transmettre le dossier d'exécution des fondations (Plans, carnet de ferrailage, note de calcul,...) en phase exécution.	F n°2
Dossier DCE - Juillet 2020 - Ville de Marseille		OSSATURE EN BOIS TRADITIONNEL OU EN LAMELLE-COLLE (BLC) DIMENSIONNEMENT ET PLANS D'OSSATURE BOIS OU EN BLC Transmettre le dossier d'exécution de la pergola (Plans, note de calcul, fiches techniques,...) en phase exécution.	F n°3

5.3. Mission Sécurité incendie (Mission S)

<i>Documents Examinés</i>	<i>Textes de référence</i>	<i>Observations</i>	<i>Avis</i>
Mail de réponse Mme Loury - 24/09/2020	Art. PA	ETABLISSEMENTS DE PLEIN AIR (TYPE PA)	
Mail de réponse Mme Loury - 24/09/2020	PA10 à 11	ELECTRICITE	
Mail de réponse Mme Loury - 24/09/2020	PA10	Installations électriques	HM
	PA11	Éclairage	SO
Dossier DCE - Juillet 2020 - Ville de Marseille	NFP 01.012	ANNEXE : NORMES NF P 01-012 DIMENSION DES GARDE-CORPS Transmettre le dossier d'exécution des garde-corps en phase exécution.	F n°4
Dossier DCE - Juillet 2020 - Ville de Marseille + Mail de réponse Mme Loury - 24/09/2020	IT 246	ANNEXE : INSTRUCTION TECHNIQUE N°246 DESENFUMAGE NATUREL Nous notons la présence d'une aération existante du métro située sous la pergola. Transmettre le document de la RTM et des marins pompiers validant la mise en place de la pergola au dessus de la bouche d'aération existante.	S n°5

5.4. Mission Accessibilité des constructions aux personnes handicapées (Mission Hand)

RAPPORT INITIAL

<i>Documents Examinés</i>	<i>Textes de référence</i>	<i>Observations</i>	<i>Avis</i>
Dossier DCE - Juillet 2020 - Ville de Marseille + Mail de réponse Mme Loury - 24/09/2020	Arrêté du 15/01/2007 Art. 1 à 5	ACCESSIBILITE AUX HANDICAPES DE LA VOIRIE ET DES ESPACES PUBLICS CHEMINEMENT PUBLIC	F
Dossier DCE - Juillet 2020 - Ville de Marseille	Art. 7	ESCALIERS Escaliers existants non modifiés dans le marché de travaux.	SO n°7